

ÉDUCATION

Tensions à la veille des examens

A quelques semaines du début des examens de fin d'année, les consultations entamées cette semaine entre la tutelle et les syndicats du secteur de l'éducation ont abouti à des résultats mitigés. Pour sa part, la Fédération des associations de parents d'élèves tire la sonnette d'alarme et attire l'attention sur la menace qui plane sur les épreuves de sixième, du BEM et du bac.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La semaine dernière a été consacrée par le ministère de l'Education à une série de rencontres bilatérales avec les syndicats du secteur, après les résultats mitigés de la réunion qui a regroupé l'ensemble des syndicats et la ministre de l'Education.

Pour l'Unpef, qui s'est déjà réunie avec le ministre de l'Education, les points essentiels des revendications ont été discutés avec la tutelle. M. Amrioui, porte-parole du syndicat, précisera, à cet effet, que la question essentielle des enseignants du sud du pays en grève depuis plusieurs semaines a été au centre des discussions.

Pour le syndicaliste, le ministre s'est contenté de transmettre au syndicat le message du Premier ministre concernant les mesures prises et relatives à l'augmentation des primes selon les nouveaux salaires. «Concernant le statut, et alors que le ministre nous avait auparavant déclaré ne pas être convaincu par d'éventuelles lacunes dans les textes, il a accepté de discuter avec nous des dossiers que nous avons présentés. Suite à cela, le ministre de l'Education s'est dit convaincu qu'il existait des

lacunes et s'est engagé à remettre le dossier au Premier ministre pour que soient revus certains articles. Ils concernent notamment les corps particulièrement lésés», a déclaré M. Amrioui.

Pour sa part, Meziane Meriane, coordinateur du Snapest, a expliqué que les points déjà discutés avec la tutelle en présence des autres syndicats ont été abordés longuement avec le premier responsable du secteur. «S'agissant du problème des travailleurs du Sud et du calcul des primes de zone notamment, nous avons eu la même réponse au début de la réunion, jusqu'à ce qu'un responsable revienne de la Fonction publique et nous annonce que la prime spécifique sera calculée par rapport au salaire principal, soit le salaire de base plus les échelons», nous dira Meziane Meriane.

Il évoquera ainsi «un petit gain» par rapport aux revendications des travailleurs. «Toutefois, le point noir demeure l'effet rétroactif qui a été compté à partir de janvier 2012. Pourquoi n'a-t-il pas été compté depuis 2008 ? Mais nous n'avons pas eu de réponse à cette question de la part du ministre», a expliqué M. Meriane qui soulignera



Les élèves, premières victimes du malaise que connaît le secteur.

que cette revendication reste donc maintenue. «Nous voulons des explications logiques et qu'on ne vienne pas nous affirmer que le Trésor public ne peut pas supporter cette dépense. Tant qu'il n'y a pas de politique salariale claire, l'injustice sociale continuera de régner. Mais on ne se taira pas», a déclaré le coordinateur du Snapest qui a, toutefois, expliqué que les négociations avec la tutelle se poursuivent. Ceci concerne notamment les autres dossiers, comme ceux de la médecine du travail et les postes aménagés.

Pour ce qui est de la grève dans le sud du pays, les syndicats ayant appelé à la protestation se réuniront cette semaine pour décider des suites à donner

au mouvement de protestation. Pour sa part, la Fédération nationale des associations des parents d'élèves a rencontré hier, le ministre de l'Education en vue de passer en revue la situation que connaît le secteur à la veille des examens de fin d'année.

A cet effet, M. Dellalou a expliqué que c'est sur les élèves que risque de se répercuter le malaise que connaît le secteur suite aux mouvements de grève et aux menaces de boycott des examens de fin d'année. «Nous allons vers une période délicate, celle des examens, et il est sûr que les élèves seront les premières victimes de cette situation. C'est notre rôle de les défendre. Nous avons pourtant

joué le rôle de médiateur entre les syndicats et la tutelle en vue d'aplanir les problèmes et de rassurer les travailleurs du secteur. Maintenant, la situation est délicate et nous comptons rendre après la rencontre avec le ministre un communiqué commun», a déclaré M. Dellalou.

Ceci d'autant que l'Unpef a menacé notamment de boycotter les activités administratives lors des examens de fin d'année. Menace qui préoccupe particulièrement les parents d'élèves.

Pour sa part, la tutelle a adopté une attitude prudente devant les menaces de débrayage et déclare aux syndicats que les portes du dialogue restent ouvertes.

F.-Z. B.

SANTÉ

Les hôpitaux toujours paralysés

Statu quo dans le secteur de la santé. Aucune offre de dialogue directe n'a été faite aux syndicats qui paralysent les structures de santé. Les syndicats maintiennent intacte la pression et réclament un dialogue sérieux et non pas des invitations via les médias. Ils considèrent que la balle est dans le camp de la tutelle.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les structures de santé continuaient hier de fonctionner au ralenti. Les corps communs relevant de la coordination affiliée à l'UGTA, les quatre syndicats affiliés à l'Intersyndicale de la santé (SNPSP, SNPSSP, Snapsy et le syndicat des enseignants du paramédical) étaient toujours mobilisés.

Point d'offre de dialogue sérieuse de la part de la tutelle. Le seul syndicat à avoir été invité au ministère de la santé, c'est celui représentant les corps communs. Une rencontre qui s'était tenue jeudi dernier et qui n'a abouti à aucun accord.

Si le ministère de la Santé a dit oui à la régularisation des contractuels, il a cependant dit non à la généralisation de la prime de contagion. Résultat : les corps communs ont entamé leur troisième semaine de grève. De leur côté, praticiens, spécialistes, psychologues et enseignants en paramédical ont repris le



Les structures de santé tournent au ralenti.

chemin de la contestation en reconduisant une grève de trois jours pendant lesquels le taux d'adhésion a dépassé les 80%.

Au second jour de la grève, le porte-parole de l'Intersyndicale de la santé et président du Snapsy, tout en se félicitant de la forte adhésion, a regretté le statu quo dans lequel se complait la tutelle.

Khaled Keddad estime que les déclarations faites par le chargé de communication du ministère de la Santé sont de

nature à faire dans la désinformation et la stigmatisation des différents corps de la santé. Si le ministère de la Santé veut dialoguer sérieusement, estime Keddad, il connaît parfaitement les adresses des différents syndicats et d'ajouter qu'il est difficile de parler de dialogue et de portes ouvertes lorsqu'on décide au préalable que la question du statut ne peut faire l'objet de discussions.

Keddad estime que le ministère de la tutelle doit impérativement argumenter

son refus d'ouvrir le dossier du statut particulier par respect au partenaire social. Même état d'esprit chez le D^r Yousfi, président du SNPSSP. Il pose deux conditions au dialogue : lancer une invitation officielle et dans les règles de l'art et ne pas décider d'avance des dossiers à ne pas discuter. L'invitation au dialogue, considère le D^r Yousfi, ne peut se faire à travers les médias ni en fermant d'emblée le jeu.

Les syndicats, dit-il, ne sont ni clandestins ni inconnus. Les services du ministère connaissent parfaitement la domiciliation des syndicats et peuvent à tout moment les appeler à un dialogue sérieux pour peu que la volonté de trouver des solutions soit réelle.

Au ministère de la Santé qui affirmait que le dossier du statut était clos, le D^r Yousfi rétorque que les syndicats ne réclament pas un nouveau statut mais des modifications de celui déjà existant et que beaucoup de revendications contenues dans la plateforme du SNPSSP ou de l'Intersyndicale sont du ressort du ministère et peuvent être réglées à son niveau à l'image de la discrimination en matière d'imposition, le logement de fonction ou l'exclusion des spécialistes des comités nationaux.

La balle, dit-il, est dans le camp de la tutelle.

N. I.